

COMMISSION DU LIVRE BLANC SUR LA DEFENSE ET LA SECURITE NATIONALE

Lettre de mission de M. Nicolas SARKOZY, Président de la République, adressée à M. Jean-Claude MALLET, Conseiller d'Etat.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Paris, le 31 juillet 2007

Monsieur le Conseiller d'Etat,

Depuis 1994, des évolutions considérables ont bouleversé l'environnement international et les données stratégiques de notre défense et de notre sécurité : attentats du 11 septembre, émergence de nouveaux pôles de puissance régionale, prolifération, effets de la mondialisation et des évolutions technologiques. Parallèlement, la professionnalisation de notre armée et la fin de la conscription ont entraîné des mutations radicales de notre outil de défense. Enfin, aujourd'hui, des choix décisifs pour la défense du pays vont devoir être opérés, et devront se traduire dans la prochaine loi de programmation militaire. Celle-ci devra asseoir la crédibilité de notre défense, dans le respect des contraintes financières qui s'imposent à l'Etat.

Pour prendre en compte l'ensemble de ces paramètres dans une démarche cohérente, j'ai décidé d'engager une réflexion approfondie sur notre politique générale de défense. Elle devra aboutir à l'établissement d'un nouveau Livre blanc. Ces travaux seront conduits sous l'égide d'une commission dont j'ai décidé de vous confier la présidence.

Le futur Livre blanc définira un concept de défense globale de notre pays et de ses intérêts. Il portera sur les domaines de la défense et de la sécurité. Il devra couvrir une perspective d'une quinzaine d'années, tout en ayant vocation à être actualisé régulièrement.

Vous fonderez vos travaux sur l'analyse des nouvelles données du contexte international, économique et stratégique, l'évaluation des risques et menaces potentielles, dans le souci constant d'assurer la protection des populations et du territoire, mais également des Français de l'étranger, de garantir l'indépendance du pays et la préservation de ses intérêts stratégiques dans leurs acceptions les plus larges.

Sur cette base, votre étude, ainsi que les propositions que vous serez amené à formuler, devront concerner notamment l'évolution de nos alliances, de nos accords de défense et l'examen des conditions d'emploi de nos armées en opérations extérieures. Je vous demande d'accorder une attention particulière au renforcement de la dimension européenne de notre politique de défense et de sécurité ainsi qu'à notre contribution à la sécurité de l'Alliance atlantique dans son ensemble.

Vous examinerez les conditions de la crédibilité de notre force de dissuasion. Vous étudierez la pertinence du format des armées et de leurs implantations, la cohérence de l'effort de renseignement, de l'effort industriel, technologique et scientifique nécessaire à notre capacité de défense, les conditions d'organisation de la défense civile et de la défense économique et le renforcement de leur coordination avec la défense militaire, dans le souci d'assurer le fonctionnement régulier des pouvoirs publics, de développer les moyens de lutte contre le terrorisme et la prolifération, et d'améliorer la prévention et la gestion des crises. Les conséquences économiques et sociales des orientations proposées devront être examinées. Enfin, il vous est également demandé de formuler des propositions sur le renforcement de l'implication du Parlement dans la définition et la mise en œuvre de notre politique de défense.

Votre réflexion sera conduite sans préjugé ; elle permettra d'aborder de façon ouverte et transparente les choix auxquels nous serons confrontés pour adapter notre outil de défense, pour renforcer le lien entre la Nation et ses armées, et pour organiser la mutation de l'appareil industriel et de recherche dans un cadre national comme européen. Elle s'inscrira dans une démarche visant à maintenir et à conforter un effort de défense d'environ 2% du PIB.

Dans vos travaux, vous veillerez donc à tenir compte étroitement des constats qui seront établis dans le cadre de la révision générale des politiques publiques, tout particulièrement s'agissant de la revue stratégique des programmes d'armement.

Vous vous appuyerez sur une Commission faisant largement appel à des personnalités de la société civile, incluant des représentants du Parlement désignés par les présidents de l'Assemblée Nationale et du Sénat, ainsi que les responsables civils et militaires des administrations concernés. Compte-tenu de la priorité que j'entends donner à l'Europe de la défense, je vous demande d'organiser les échanges appropriés avec nos principaux partenaires européens au cours des travaux.

Le secrétariat général de la commission sera assuré par le secrétaire général de la défense nationale. Je donne instruction aux différents ministres concernés de vous apporter leur plein concours et celui de leurs administrations.

Je souhaite disposer du futur Livre blanc début mars 2008. Il devra être précédé d'un point d'étape à la fin de l'année 2007.

Je vous prie de croire, monsieur le Conseiller d'Etat, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Nicolas SARKOZY

Liste des membres de la commission sur le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale

I - Au titre de la représentation nationale :

- deux députés désignés par le président de l'assemblée nationale ;
- deux sénateurs désignés par le président du sénat.

II - Au titre des administrations :

1. Ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales :

- le secrétaire général du ministère ;
- le directeur général de la police nationale.

2. Ministère des affaires étrangères et européennes :

- le directeur général des affaires politiques et de sécurité.

3. Ministère de l'économie, des finances et de l'emploi :

- le directeur général du trésor et de la politique économique.

4. Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche :

- le directeur de la stratégie à la direction générale de la recherche et de l'innovation.

5. Ministère de la défense

- le chef d'état-major des armées ;
- le directeur général de la gendarmerie nationale ;
- le délégué général pour l'armement ;
- le secrétaire général pour l'administration ;
- le directeur général de la sécurité extérieure ;
- le directeur chargé des affaires stratégiques .

6. Ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique :

- le directeur du budget.

III - Au titre des personnalités qualifiées :

- **M. Benoît d'Aboville**, conseiller maître à la Cour des comptes, ancien ambassadeur de France à l'OTAN et en république tchèque ;
- **M. Nicolas Baverez**, avocat ;
- **M. Olivier Darrason**, président de l' IHEDN ;
- **M. Olivier Debouzy**, avocat ;
- **M. Alain Delpuech**, directeur, conseiller de l'administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique ;
- **Mme Thérèse Delpech**, directrice des affaires stratégiques au Commissariat à l'énergie atomique ;

- **M. Jean-Martin Folz**, ancien président directeur-général de PSA Peugeot Citroën ;
- **M. le général de corps d'armée Pierre Garrigou-Grandchamp**, commandant de la formation de l'armée de terre ;
- **M. François Heisbourg**, conseiller special, Fondation pour la recherche stratégique ;
- **Mme Danièle Hervieu-Léger**, président de l'école des hautes études en sciences sociales ;
- **M. le général de corps aérien Patrice Klein**, commandant de la région aérienne Sud et directeur central du matériel de l'armée de l'air ;
- **Monsieur Thierry de Montbrial**, Président de l'IFRI ;
- **M Bernard Pêcheur**, conseiller d'Etat, ancien secrétaire général du ministère des finances, ancien directeur général de la fonction publique ;
- **M. Maurice Quénet**, recteur de l'académie de Paris ;
- **Mme Christine Roger**, ambassadrice, représentante permanente de la France auprès de l'Union de l'Europe occidentale et représentante permanente de la France au Comité politique et de sécurité de l'Union européenne à Bruxelles ;
- **M. Bruno Racine**, conseiller maître à la Cour des comptes, président de la Bibliothèque nationale de France ;
- **M. l'amiral Edouard Scott de Martinville**, chargé de mission auprès du ministre de la défense ;
- **M. François Sureau**, avocat, écrivain ;
- **M. Bruno Tertrais**, maître de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique et chercheur associé au Centre de recherches et d'études internationales.